



HAL
open science

La "guerre d'Espagne": une histoire nationale en mutation

François Godicheau

► **To cite this version:**

François Godicheau. La "guerre d'Espagne": une histoire nationale en mutation. Le cartable de Clio, revue suisse sur les didactiques de l'histoire, 2007, 7, pp.122-135. halshs-01613125

HAL Id: halshs-01613125

<https://shs.hal.science/halshs-01613125>

Submitted on 9 Oct 2017

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



Distributed under a Creative Commons Attribution 4.0 International License

« La guerre d'Espagne », une histoire nationale en mutation

François Godicheau (Université de Bordeaux)

Il ne s'agit pas ici de faire un bilan historiographique détaillé du 70^e anniversaire du début de ce qu'il est convenu d'appeler la guerre d'Espagne, ou guerre civile espagnole, mais de proposer à des collègues non spécialistes un état de la recherche, sur un champ qui peut dérouter l'enseignant soucieux de transmettre une histoire actualisée. Non pas que, pour celui qui en aborde l'étude, les coordonnées de la guerre civile ne soient pas suffisamment déterminées et les problématiques trop complexes. C'est bien le contraire, et là est la difficulté : nous savons tous quelque chose sur la guerre d'Espagne, nous sommes tous capables de réciter une partie de la légende. Cet événement fait partie des histoires « bien connues », quelquefois trop bien, au point que certains renoncent à la recherche, surtout à l'étranger, c'est à dire hors d'Espagne. Pour les amateurs d'une histoire *magistra vitae*, il s'agit d'un champ privilégié : les identités y sont nettes, bien distribuées, le scénario tragique, les leçons relativement faciles ; et il y en a pour tout le monde, pour toutes les chapelles politiques, et même – actuellement, cela se fait beaucoup – pour ceux qui professent une aversion pour toutes les chapelles et imaginent une « troisième Espagne » victime des extrémismes et des passions politiques.

Finalement, le principe « à chacun sa guerre d'Espagne », où chaque groupe était porteur d'une vérité définitive, a été longtemps toléré, même si les chercheurs amateurs d'une histoire dépassionnée ont souvent préféré se détourner de cet objet, par trop « militant ». La guerre d'Espagne est devenue à ce compte un sujet d'attention presque exclusif de descendants d'exilés espagnols et d'étudiants d'extrême gauche ; et, quand elle est intégrée au tableau européen de la période, c'est à partir des images les plus courantes comme la répétition générale de la Deuxième Guerre mondiale, la grande cruauté des guerres civiles, la montée des fascismes ou la malignité soviétique ou stalinienne.

Mais que surgissent ceux que l'on appelle les « révisionnistes » et qui mériteraient plus exactement le qualificatif de « négationnistes », et tout se trouble¹. Tout relativisme idéologique disparaît et il faut se battre pour une vérité, seule, unique, consensuelle. Cette vérité, elle n'est plus tant à chercher sous la plume des historiens militants qui sont nombreux à noircir des pages, mais dans les « dernières recherches » des historiens espagnols ou étrangers qui travaillent sur la question, et dont on pourra vulgariser les travaux, dont on se servira comme d'autant de boucliers « scientifiques » contre une offensive « politique ». On rejouera alors l'unité dans la diversité, contre l'ennemi fasciste, incarné par les figures des vendeurs de best-sellers que sont le publiciste Pío Moa et ses acolytes, effectivement soutenus par tout ce que le Parti Populaire espagnol compte de droitiers extrémistes.

¹ Pour la discussion sur le révisionnisme et le négationnisme, voir Enzo Traverso, *Le passé mode d'emploi. Histoire, mémoire, politique*, Paris, La Fabrique, 2005 ; ainsi que Pablo Sánchez León & Jesús Izquierdo, *La guerra que nos han contado*, Madrid, Alianza, 2006.

Pourtant, la guerre d'Espagne reste, essentiellement un sujet pour aficionados, que des regards extérieurs pourront présenter (comme les journalistes non-espagnols qui ont écrit sur le grand congrès de novembre 2006 tenu à l'université de Madrid) sous un jour cocasse, à mi chemin entre la joute passionnée de fiers ibères et la bagarre dans un village gaulois². En attendant, l'objet que constitue ce conflit sera devenu trouble pour beaucoup d'historiens du contemporain, spécialistes d'autres pays, bien informés des débats sur le fascisme italien, sur l'Allemagne nazie, sur l'occupation en France, etc., mais pris d'un sentiment d'étrangeté face à une histoire de la guerre d'Espagne suspecte car parlant un langage qui n'est pas le langage commun de la discipline.

L'histoire de la guerre d'Espagne est d'abord et avant tout nationale ; elle n'a pas été saisie par un débat international provoqué ou pas par des études étrangères (Paxton pour la période de Vichy en France). Pour international que fût le conflit, c'est d'histoire nationale qu'il s'agit ici, et la force des poncifs vient de leur enracinement dans des conflits espagnols dont les actuels « conflits de mémoire » ne sont qu'un avatar, comme c'est le cas dans la plupart des pays. Tous les pays cultivent (et enseignent) à divers degrés une histoire nationale, une geste articulée ou non à un caractère national, à des particularités présentées comme des valeurs nationales ; mais dans de nombreux pays, une histoire réflexive est à l'œuvre et a fait retour sur la fonction de « construction de la nation » de la discipline historique. L'Espagne n'échappe pas à cette règle et les exemples de publications très éclairantes ne manquent pas sur cette question, tant pour le pays dans son entier que pour les « nationalismes périphériques » basque et catalan³.

Pourtant, dans aucun pays, pas plus en Espagne qu'ailleurs, l'histoire, et encore moins l'histoire enseignée, n'a complètement perdu cette fonction : les efforts des avocats du comparatisme et autres adversaires du « francocentrisme », « germanocentrisme », « anglocentrisme », etc., ne peuvent rien au fait que l'histoire n'appartient pas aux historiens et que la discipline historique est tributaire des usages collectifs du passé et autres politiques de mémoire. L'historiographie de la guerre civile espagnole est donc inséparable de l'évolution et de l'entrecroisement des politiques de mémoire⁴.

Le cas de l'histoire de la guerre d'Espagne illustre parfaitement l'influence des usages collectifs, — nationaux particulièrement— du passé sur la discipline historique et la grande difficulté à leur échapper. Les tentatives pour ne pas s'y soumettre peuvent être individuelles, mais elles ne déterminent pas forcément les termes des débats. Au contraire, les praticiens de la recherche se voient souvent imposer (ou recueillent sans les soumettre à un examen approfondi) les notions principales et les questionnements qu'ils manient lors de leurs plongées dans les archives. L'histoire nationale n'est pas seulement le culte des héros et des héros nationaux, elle plonge ses racines bien en deçà, dans le caractère

² Voir l'article de Mari Carmen Rodríguez sur la vision journalistique du congrès en question : « Guerre de la mémoire en Espagne », *Le Courrier*, Genève, 30 janvier 2007.

³ Pour l'Espagne dans son ensemble, voir Pérez Garzón, Juan Sisinio, *La gestión de la memoria : la historia de España al servicio del poder*, Barcelona, Crítica, 2000 ; et Carolyn P. Boyd, *Historia Patria : política, historia e identidad nacional en España (1875-1975)*, Barcelona, Pomares-Corredor, 2000.

⁴ Les travaux de Paloma Aguilar ont été pionniers sur cette question. En particulier son livre *Memoria y olvido de la guerra civil* (Madrid, Alianza, 1996).

d'évidence conféré à certains problèmes, à certains personnages collectifs. Le prolongement de la guerre sur le terrain historique a ainsi, après plusieurs décennies, produit une naturalisation des notions qui servent aux historiens et qui induisent des questionnements peu différents de ceux des années trente. Mais cette naturalisation ne se maintient que dans la mesure où les politiques de mémoire du présent les admettent et les nécessitent.

Aujourd'hui, en Espagne, on assiste à une mise en cause du « consensus de la transition démocratique » à propos du passé, qui ne se traduit que marginalement par un renouvellement historiographique. Dans la production récente, la tendance au renforcement de l'histoire nationale est la plus forte et elle s'appuie sur la mise en cause continuelle et réitérée du récit mythique de la guerre produit par le régime franquiste. L'accumulation des données construit l'édifice de la connaissance historique sur la guerre civile de façon toujours plus riche, solide et raffinée, ce qui n'empêche pas la réaffirmation, par certains auteurs, d'éléments de récit depuis longtemps disqualifiés. La forte présence d'auteurs anglo-saxons, essentiels au progrès de cette historiographie, ne la fait pourtant pas sortir du schéma d'une histoire *magistra vitae* au service de politiques de mémoire bien déterminées ; pas plus que le développement d'une histoire basée sur les postulats d'une mémoire revendicative du premier franquisme, même si celle-ci conduit au moins à faire voler en éclat le cadre chronologique hérité de la « guerre civile ». C'est seulement récemment qu'une remise en cause radicale s'est fait jour, qui promet un profond renouvellement si les historiens parviennent à s'en servir pour discuter.

L'historiographie de la guerre civile peut être décrite comme un « genre » au sens où l'on parle de genres littéraires.⁵ Elle est abondante et son évolution a obéi à des impératifs de mémoire tout à fait particuliers car l'événement fondateur fut à l'origine d'une dictature de plusieurs décennies, laquelle a accouché du régime actuel qui se définit par contraste avec quarante ans de domination de la violence politique. Elle a longtemps été le conservatoire d'une histoire politique « à l'ancienne », organisée autour de questions simples, nées pendant le conflit lui-même ou immédiatement après. La première était fondamentale : pourquoi la guerre civile a-t-elle eu lieu ? Sous entendu à cette question : à qui en incombaient les responsabilités ? La deuxième ne fut pas moins importante : pourquoi la République a-t-elle perdu la guerre face à Franco ? Là aussi, la question des responsabilités politiques de la défaite fut centrale. Ces deux questions ont donné lieu à une histoire nationale, essentiellement politique et diplomatique, orientant l'enquête vers des acteurs collectifs et institutionnels du conflit lui-même, acteurs du drame dont l'identification semblait évidente et qui se renvoyaient au visage, en caricaturant l'adversaire, les responsabilités de la guerre et de la défaite.

Le premier travail des historiens a donc été d'examiner les arguments des uns et des autres, c'est à dire de soumettre la propagande de guerre à un examen de vraisemblance, ce qui a fortement contraint la manière d'aborder les différents

⁵ Cf. François Godicheau, « 'L'histoire objective' de la guerre civile et la mythologie de la Transition », in Danielle Corrado Danielle & Viviane Alary (coord.), *La guerre d'Espagne en héritage. Entre mémoire et oubli (de 1975 à nos jours)*, Clermont Ferrand, Presses Universitaires Blaise Pascal, 2007, pp. 69-96.

sujets. Pendant longtemps, ils ont partagé ces questions avec les acteurs et les témoins eux-mêmes, auteurs de livres de mémoires ou d'histoires officielles pour les différents courants politiques. Les échanges entre les uns et les autres ont été constants, de même que le partage de nombreuses questions et d'une manière de les poser, avec un vocabulaire commun. Les rôles étaient ensuite partagés : au récit des historiens professionnels un supplément de rigueur lié à leur supposée neutralité, et aux témoins et acteurs la passion de l'argumentaire. Mais tout cela se déroulait entre démocrates et gens de gauche, même si les historiens professionnels cherchaient à démythifier les récits produits par les plumes franquistes comme ceux des différents courants antifranquistes. L'histoire académique avait une mission : pacifier et refroidir les braises de la discorde, permettre, par l'édification d'un récit exact et juste, la réconciliation des Espagnols, mettre fin à une guerre considérée comme « fratricide ».

Si l'on prend l'une des directions les plus empruntées par l'historiographie, l'histoire politique de l'Espagne d'alors, on voit tout d'abord que la question des origines et des responsabilités de la guerre renvoya vite à deux débats : le premier sur la vie politique républicaine de 1931 à 1936 et les « erreurs » possibles des politiciens de l'époque ; le second, sur les « contradictions » durables de la société espagnole qui auraient « éclaté » en 1936 et expliqueraient les aspects acharnés, très cruels, de la guerre civile, relativement exotiques pour les historiens étrangers. Les explications simples, datant de 1936, à propos d'un complot communiste déjoué par l'action courageuse des militaires (version franquiste) ou d'une agression fasciste (version républicaine) n'étaient évidemment pas de mise, mais cela n'éliminait pas tous les conditionnements de l'histoire par la propagande de guerre, en particulier franquiste. Les historiens démocrates ont en effet passé beaucoup de temps, pendant les années soixante et soixante-dix, à disséquer la politique républicaine pour soupeser les « faiblesses » du système qui auraient conduit à la conflagration, sans prêter plus d'attention au présupposé selon lequel « la montée des tensions qui avait conduit à la conflagration » était sans doute partagée. Et le problème n'était pas tant le partage mais l'idée que la guerre avait été le résultat d'une montée des tensions politiques et sociales. La discussion sembla alors séparer deux courants : ceux qui désignaient comme coupables les politiciens républicains (ou les organisations politiques républicaines) et privilégiaient un temps court des origines de la guerre, et ceux qui, portés par la tonalité « guerre de classes » présente dans la guerre civile, privilégiant le temps long et une approche structuralo-marxisante, voyaient dans le conflit le résultat de décennies de tensions sociales.

Tous étaient également victimes, pourtant, de l'idée que la guerre civile était une sorte de fatalité, en quelque sorte inévitable. Ce n'était pas le simple effet d'une téléologie courante en histoire mais le résultat, d'une part, d'une stratégie discursive du franquisme qui avait détourné l'attention, dès la guerre elle-même, des responsabilités des putschistes, d'autre part, d'une transition démocratique que l'équilibrage des torts entre combattants arrangeait. Les franquistes expliquaient que la guerre civile avait été inévitable, que le coup d'État de juillet 1936 n'avait fait qu'anticiper une conflagration sans pouvoir l'éviter et qu'après la victoire des « nationaux », les germes de la guerre civile et de l'anarchie avaient été extirpés de la nation. Le régime se présenta à partir de 1964 comme garant d'une paix exceptionnelle depuis un quart de siècle et renchérit le discours d'une partie de

l'opposition – en particulier communiste – qui parlait déjà, à propos de 1936, de « guerre fratricide » et appelait à la réconciliation des « frères ». Après la mort du tyran en 1975, l'idée que Béhémoth était à tout instant prêt à faire son retour en Espagne servit à assurer une transition sans rupture : la guerre avait été d'abord et avant tout « fratricide », son nom ne devait pas être prononcé dans l'arène politique et son histoire devait être faite avec la plus grande sérénité sans déboucher, si possible, sur l'exigence de responsabilités⁶.

Aujourd'hui, alors qu'une vague de revendication mémorielle dénonce les politiques de mémoire de la transition sous le nom de « pacte de silence », les voix des historiens qui dès les années 1980 refusaient l'idée que la guerre civile résultât d'un « échec de la République » sont plus audibles : il apparaît à présent clairement que la guerre civile eut bien lieu parce que des militaires avaient tenté de renverser le gouvernement de front populaire, avaient échoué, puis provoqué des mobilisations qui prirent ensuite la forme d'une guerre civile⁷. L'un des « mythes » les plus importants du franquisme est tombé⁸.

La deuxième grande question, sur les responsabilités de la défaite à l'intérieur du camp républicain, fut un terrain privilégié pour les règlements de comptes politiques entre les différents courants antifranquistes. L'histoire politique des années 1936 à 1939 fut conditionnée par cette interrogation. Les personnages centraux en furent en premier lieu « la révolution » née au lendemain du coup d'État, pendant l'été 1936, et ensuite, les différentes organisations ou groupes : communistes, anarchistes, socialistes, républicains, etc. L'histoire officielle communiste niait l'existence d'une révolution en 1936 ou dénonçaient les menées révolutionnaires comme responsables des divisions républicaines et donc de la défaite ; la littérature anarchiste ou POUmiste⁹ insistait sur la trahison de cette révolution et son écrasement par les communistes.

Cette veine politique est toujours active mais il est intéressant d'en signaler les limites courantes : d'une part, si l'on excepte les récits libertaires sur les expériences collectivistes, l'intérêt des historiens professionnels et amateurs se concentre sur les appareils des partis, leurs lignes, leurs divisions éventuelles, les attitudes et décisions des responsables face à telle ou telle question posée par ou

⁶ Cf. Paloma Aguilar, *op.cit* et l'article « Presencia y ausencia de la guerra civil y del franquismo en la democracia española. Reflexiones en torno a la articulación y ruptura del "pacto de silencio" », in Julio Aróstegui et François Godicheau (dirs.), *La guerra civil, mito y memoria*, Marcial Pons, 2006.

⁷ Pour les historiens qui ont tôt refusé l'idée d'un « échec de la République » comme principe explicatif de la guerre, il s'agit par exemple de Julio Aróstegui ou Julián Casanova. Pour une interprétation très actuelle, voir Rafael Cruz, *En el nombre del pueblo*, Madrid, Siglo XXI, 2006.

⁸ Cela n'empêche nullement qu'il soit repris par un historien chevronné comme Bartolomé Bennassar (*La guerre d'Espagne et ses lendemains*, Paris, Perrin, 2004) : on peut y voir la force des conditionnements mémoriels et la facilité avec laquelle l'idée de guerre civile est conçue comme une évidence qui comporte la culpabilité collective, une « figure historique » presque toujours associée à l'idée d'un « conflit fratricide » dans la mesure où, *a posteriori*, l'époque de paix qui suit choisit de considérer les combattants comme des frères (dans le cas contraire, le nom de guerre civile a tendance à ne pas s'imposer).

⁹ Du POUM, Parti Ouvrier d'Unification Marxiste, parti communiste antistalinien essentiellement présent en Catalogne et poursuivi par les communistes officiels comme trotskiste à partir de 1937. Il fut dissout et son dirigeant, Andrés Nin, assassiné.

pendant la guerre. On n'explore presque jamais leur implantation, les activités des militants dans les usines, les quartiers, les villages, sur le front, l'inscription de l'action politique dans les réalités locales, la distance qu'il peut y avoir entre celles-ci et le plan national ou régional¹⁰. Les organisations partisanses sont considérées souvent comme autant de blocs, des réalités homogènes au sein desquelles les individus partagent de manière fluide un grand nombre de convictions et de pratiques, et ont plus en commun qu'ils n'ont de différences. Un individu porteur d'une carte du PCE est d'abord et avant tout un communiste, et c'est comme s'il était déterminé par « la ligne » du PCE, cellule marquée par un code génétique idéologique. Cette vision des choses, cet essentialisme, dominant dans le discours politique des témoins et acteurs, n'est pas absent des travaux des historiens.

La deuxième limite que l'on peut signaler à cette veine historiographique est chronologique : au delà du printemps, voire de l'automne 1937, la vie politique du camp républicain semble disparaître et, dans la plupart des livres, il n'est plus question à partir de 1938 que de bombardements et de problèmes d'alimentation. La période qui intéresse le plus est la plus conflictuelle : celle qui met aux prises, apparemment, comme deux blocs, partisans et adversaires de la révolution, et qui semble se terminer par la victoire de ces derniers en mai 1937. La période suivante semble beaucoup plus embrouillée, moins nette¹¹. Pourtant, on y trouve les mêmes sigles, et les syndicats sont même très présents dans le soutien à l'effort de guerre organisé par le gouvernement.

En dépit du très grand nombre d'ouvrages sur la période, on trouve donc de grands absents. Le syndicat UGT n'est pas étudié en dehors de la Catalogne, la CNT l'est très peu : ces organisations intéressent peu cette histoire politique là ; organisations de masses engagées dans la guerre, elles sont avant tout des phénomènes sociaux et leur étude n'intéresse pas la question des responsabilités de la défaite, qui regarde plutôt les « essences » que sont « les anarchistes » ou les « communistes »¹². À propos de ces derniers, l'inexistence d'une monographie sur le PCE ou sur le PSUC, version catalane du parti communiste, équivalente au travail d'Helen Graham sur le PCE pourrait s'expliquer par le fait que les historiens n'avaient pas (et n'ont toujours pas) à leur disposition les archives de ces partis (alors que les historiens de la CNT ont beaucoup de matériau à l'Institut d'Histoire sociale (IISH) d'Amsterdam et les historiens du PSOE à la fondation Pablo Iglesias de Madrid). Mais les archives locales dans certaines régions sont suffisamment riches et auraient pu être complétées par les documents réunis malgré tout aux archives du PCE à Madrid et à un travail d'interviews. Le résultat aurait été (ou

¹⁰ C'est le choix que fait par exemple Helen Graham dans sa magistrale étude *El PSOE en la guerra civil*, Madrid, Debate, 2005 (version originale anglaise : 1991).

¹¹ Et pour cause ! La période consécutive aux affrontements de mai 1937, qui m'a intéressé dans ma thèse de doctorat (*La guerre d'Espagne. République et révolution en Catalogne*, Paris, Odile Jacob, 2004), conduit à réviser sérieusement les oppositions de bloc à bloc.

¹² L'UGT a été étudiée dans sa version catalane, sans que le sujet soit épuisé (d'une manière plutôt institutionnelle) par David Ballester (*Els anys de la guerra. La UGT de Catalunya (1936-1939)*, Barcelona, Columna, 1998). On peut remarquer aussi que l'histoire des femmes s'est en quelque sorte pliée à cette approche institutionnelle « par le haut », que ce soit pour l'ensemble de la guerre (Mary Nash, *Las mujeres republicanas en la guerra civil*, Madrid, Taurus, 1999) ou dans différentes études sur les organisations politiques.

serait) un travail d'histoire sociale du PCE qui ne permettrait pas de répondre à « la » question sur les responsabilités du PCE dans la défaite.

L'histoire politique du camp républicain a d'abord et avant tout été motivée, conditionnée et orientée par les politiques de mémoire des différents courants antifranquistes, la construction ou la reconstruction de leur identité sur la base de leur « rôle » pendant le conflit, ce qui explique l'approche institutionnelle commune à la plupart des ouvrages (même dans les livres où le personnage central est « la révolution » par rapport à laquelle se déterminent les actes et l'identité de chacun). Les légitimités anarchiste et communistes (officielle et antistalinienne) ont été ainsi entretenues par les différentes historiographies, ce qui contraste avec celle du PSOE, dont la direction, dès avant la transition, a reconstitué l'identité du parti en tournant le dos au culte de la II^{nde} République. C'est seulement dans l'après transition et l'après González qu'une politique de mémoire socialiste a commencé à s'affirmer positivement en rapport avec la guerre civile. Aujourd'hui, à un moment où la droite espagnole tente de faire rejouer les identités affrontées de la guerre civile et où l'extrême gauche est très engagée dans la revendication mémorielle antifranquiste et dénonce le « pacte de silence » de la transition, on mesure grâce à des travaux récents et de qualité le rôle éminent du PSOE dans la résistance républicaine, la stature d'un Juan Negrín, chef du gouvernement, socialiste et pragmatique, surtout pas « prisonnier d'une idéologie ». Cela vient à point nommé pour un parti socialiste dont l'identité a pâti, comme celle de ses voisins européens, de l'assomption de la politique néo-libérale inscrite dans les tables de la Loi des traités de l'Union Européenne, et cela lui permet de « capitaliser » l'image positive de la II^{nde} République, qu'il est courant de voir aujourd'hui couronnée d'une auréole de « mère de notre actuelle démocratie et de ses valeurs de générosité et de tolérance ».

On le voit, l'histoire académique la plus scientifique soit-elle n'échappe pas aux politiques de mémoire, qu'elles soient nationales, locales, ou propres à certains groupes et, dans le cas qui nous occupe, le fait que la guerre civile espagnole serve encore de réservoir identitaire aux cultures politiques de l'Espagne d'aujourd'hui, rend difficile et longue l'entreprise consistant à en « dénationaliser » l'histoire.

À être ainsi conditionnée par les politiques de mémoire du franquisme et de la transition ainsi que par les préoccupations identitaires des acteurs institutionnels, cette historiographie a dans son angle mort rien moins que la société espagnole elle-même, la société en guerre (ou les sociétés à partir du moment où elles évoluent différemment, de part et d'autre du front). On ne trouve dans la bibliographie rien de ressemblant à ce que l'on connaît pour les sociétés des pays engagés dans la Première Guerre mondiale¹³. Les transformations des sociétés en guerre de chaque côté du front, du côté républicain avec ce mouvement révolutionnaire, son reflux, la constitution d'une armée d'un demi-million d'hommes et la reconstruction de l'État au sein d'une société en guerre, ou du côté franquiste, avec la gestation d'une « Espagne nouvelle », pourraient être très intéressantes dans le cadre de comparaisons avec les pays voisins dans la première moitié du XX^e

¹³ Cette absence d'une histoire sociale de la guerre a été notée plusieurs fois par Juan Andrés Blanco Rodríguez dans des bilans bibliographiques comme celui-ci : « El registro historiográfico de la guerra civil (1936-2004) », in Julio Aróstegui Julio & François Godicheau, *Guerra civil, mito y memoria*, Madrid, Marcial Pons, 2006, pp. 373-406.

siècle. Travailler dans ce sens signifierait sortir du cadre posé par les deux grandes questions signalées plus haut et être guidé par des hypothèses partagées avec des historiens travaillant sur d'autres objets, donc susceptibles d'être discutées, approuvées, invalidées, etc. ; cela signifierait sortir de l'histoire nationale. Il est, on l'aura compris, une autre constante de cette historiographie : l'absence complète de comparatisme. La guerre civile espagnole est réputée unique, incomparable et constituant une sorte de patrimoine national : « notre guerre civile », lit-on souvent en Espagne sur les quatrièmes de couverture ou les jaquettes des livres. Les tentatives de mettre en avant des comparaisons brillent par leur isolement¹⁴. Et c'est bien compréhensible : si la société espagnole peut-être, en tant que telle, comparée avec d'autres sociétés européennes de la même époque, les questionnements qui encadrent l'histoire de la guerre civile ne sont susceptibles d'aucune application pour d'autres pays.

Nous savons donc relativement peu de choses sur la manière dont la guerre a été vécue par les Espagnols, en dehors des activistes des principaux partis et en dehors du fait que les souffrances liées aux privations et à la violence de guerre sont très souvent évoquées. C'est particulièrement vrai pour le camp franquiste, qui a beaucoup moins intéressé que les polémiques politiques internes au camp républicain. Dernièrement, quelques bonnes monographies locales ont été publiées et permettent de sortir de l'ignorance, mais beaucoup reste encore à faire¹⁵. On trouve très peu de travaux articulés sur des problématiques transversales aux différentes régions et la plupart du temps, ils ne concernent que de façon marginale la période antérieure à 1939¹⁶. D'une manière générale, l'invention de problématiques échappant à celles qui dérivent des deux grandes questions évoquées n'est pas courante dans les recherches sur la guerre civile. Le plus souvent, les étudiants qui font des propositions de mémoires de master ou de doctorat cherchent à remplir des « blancs » dans le tableau de la guerre, selon une conception d'histoire cumulative, et finissent par écrire une monographie régionale, sinon locale. La qualité du résultat est forcément inégale mais dans presque tous les cas, on remarque que les schémas d'interprétation généraux de la guerre ne sont pas interrogés, quand ils ne structurent pas directement le plan des ouvrages ainsi produits.

¹⁴ La première tentative, depuis une dizaine d'années, par Julián Casanova, a donné lieu à plusieurs articles qui sont des versions ressemblantes du même (par exemple « Guerres civiles, révolutions, contre-révolutions : Finlande, Espagne et Grèce 1918-1949 », in *Le XXe siècle des guerres. Modernité et barbarie*, Paris, Editions de l'Atelier, 2004, pp. 59-70.) ; mais le gant n'a pas été relevé par une étude systématique. Nous aborderons plus loin le travail systématiquement comparatiste de Rafael Cruz.

¹⁵ Outre le livre d'Angela Cenarro (*Cruzados y camisas azules. Los orígenes del franquismo en Aragón (1936-1945)*, Zaragoza, PUZ, 1997) et de Javier Ugarte (*La nueva covadonga insurgente. Orígenes sociales y culturales de la sublevación de 1936 en Navarra y el País Vasco*, Madrid, Biblioteca Nueva, 1998), on peut signaler celui de Carlos Gil Andrés (*Lejos del frente. La guerra civil en la Rioja Alta*, Barcelona, Crítica, 2006) et celui de Luis Castro (*Capital de la cruzada. Burgos durante la guerra Civil*, Barcelona, Crítica, 2006).

¹⁶ C'est le cas des -pourtant excellents- ouvrages de Michael Richards (*Un tiempo de silencio. La guerra civil y la cultura de la represión en la España de Franco (1936-1945)*, Barcelona, Crítica, 1999), d'Antonio Cazorla Sánchez (*Las políticas de la victoria. La consolidación del Nuevo Estado franquista (1938-1953)*, Madrid, Marcial Pons, 2000) et d'Angela Cenarro (*La sonrisa de Falange. Auxilio Social en la guerra civil y en la posguerra*, Barcelona, Crítica, 2006).

L'histoire locale représente une part très importante de la production éditoriale sur la période de la guerre civile et on y trouve autant voire moins de résultats de recherches effectuées dans un cadre universitaire que de livres écrits par des érudits -pas toujours- locaux. Dans certaines parties de la Catalogne, particulièrement affectée par ce phénomène, chaque village a son « histoire de la guerre civile », et parfois deux ou trois. Ces livres sont souvent édités sur papier glacé, avec une riche iconographie où abondent les photos de groupe (qui permettent de mettre le doigt sur telle ou telle personne connue ou familière), et bien vendus car ils constituent des monuments portatifs de la « mémoire locale » de la guerre. Ils ne sont pas conçus comme des interrogations du passé destinées à analyser la société des grands parents et leur vécu particulier, mais comme des illustrations d'une *doxa* bien maîtrisée, toujours préfacée et conclue par la formule « plus jamais ça ! »¹⁷. L'histoire est alors une discipline du jugement, permettant de fixer par écrit les responsabilités des uns et des autres¹⁸.

Ces livres répondent à une demande d'incarnation de la guerre laissée insatisfaite par l'historiographie politique traditionnelle qui délaisse la société, mais ils sont concurrencés aujourd'hui par une production plus directement axée sur l'édition de témoignages, de « voix du passé », qu'il s'agisse de transcriptions d'entretiens réalisés avec des témoins âgés, ou d'extraits de correspondances ou de journaux intimes (plus rares cependant). Cette littérature comble quelque peu le gouffre souvent ressenti entre les livres sur la guerre civile et la mémoire du conflit transmise dans les familles, les « petites histoires » dont les termes semblent si peu correspondre à ceux de l'histoire disciplinaire. Ce dernier « sous-genre » n'échappe évidemment pas à l'histoire nationale et ne touche pas à l'analyse de la guerre. Ses objectifs sont autres et les raisons de son développement sont liées à l'agitation mémorielle que connaît l'Espagne depuis une dizaine d'années, responsable d'une inflation impressionnante des publications. Les usages du passé au présent -les politiques de mémoire à l'œuvre actuellement- s'imposent à la discipline historique sans entraîner pour l'instant une véritable rénovation de ce côté là, faute de faire un retour sur l'historiographie générale de l'événement.

Il est en revanche un domaine où un certain nombre de motifs politiques, liés pour une part aux revendications mémorielles de la « mémoire des vaincus » ont produit une évolution susceptible de bouleverser l'histoire de la guerre civile et l'objet même de guerre civile, c'est l'histoire de la répression. Celle-ci a longtemps constitué une sorte de « sous-genre » de l'histoire de la guerre d'Espagne, orienté vers une comptabilité générale et précise du nombre de victimes civiles en dehors des actions de guerre ; et elle a connu un couronnement avec la parution en 1997 d'un volume de synthèse, *Víctimas de la guerra civil*¹⁹. Les livres écrits dans ce cadre se résument pour la plupart à la publication de listes de morts, ce qui

¹⁷ Cf. notre analyse de la production catalane d'histoire locale dans « 'L'histoire objective' de la guerre civile... » *art. cit.*

¹⁸ Cette répartition des responsabilités aux uns et aux autres servait jusqu'à la fin du siècle dernier à entretenir l'oubli, mais depuis une dizaine d'années, elle est souvent conçue comme une manière de rappeler les atrocités commises par les franquistes, rappel destiné à permettre des réparations symboliques et la restauration de la dignité des victimes « oubliées ».

¹⁹ Sous la direction de Santos Julià. Pour une analyse de ce livre et sur « l'histoire de la répression » comme sous-genre, on peut consulter notre article « La represión y la guerra civil : memoria y tratamiento histórico », *Prohistoria*, Rosario [Argentine], 5, 2001, pp. 103-122.

restreignait la notion de « répression », sorte de fausse évidence jamais questionnée, aux assassinats par les uns et par les autres, de chaque côté du front. L'objectif essentiel était d'obtenir des chiffres fiables, les plus « rigoureux » possibles, pour enterrer les polémiques sur le nombre des morts, permettre une répartition des responsabilités en quelque sorte « ferme et définitive », ce qui rejoignait le but général de l'historiographie de la guerre civile : établir « objectivement » les faits pour fuir la discorde et pacifier l'histoire de la guerre²⁰.

À partir de la fin des années 1990, cette histoire a connu une double évolution dont les conséquences tendent à bouleverser en profondeur l'objet historique « guerre civile ». D'une part, la répression est devenue complexe, très complexe, a inclus les emprisonnements, la torture, la répression économique, les camps de travail, les mauvais traitements de toutes sortes, la répression de genre, l'étude des réseaux familiaux de victimes et de bourreaux, pour devenir l'histoire d'une société répressive, celle du franquisme des années 1936 à 1950 ou « premier franquisme »²¹. Cette histoire a aussi fait une place importante à l'histoire des guérillas antifranquistes, objets privilégiés de la répression²². D'autre part, une telle approche a fait voler en éclats le cadre chronologique hérité de la guerre civile : la date du 1^{er} avril 1939 ne marquait plus de manière aussi nette la fin du conflit puisque les formes de la répression et même, pour certaines provinces de l'Ouest, les formes de la résistance armée (une des formes de la guerre civile) étaient les mêmes avant et après. Les questionnements et les méthodes mises en œuvre dans nombre de ces recherches ont rompu aussi avec le cadre national dans la mesure où ils portent sur ce qui est considéré par nombre d'historiens du franquisme comme un « fascisme espagnol ». Les débats sur les différentes formes et logiques de répression, les résistances, les « zones grises », à l'œuvre dans l'histoire d'autres pays européens dans les années trente et quarante ont été utilisés et reçoivent à présent l'apport des chercheurs espagnols à partir du cas du franquisme : il s'agit d'une porte de sortie hors de l'histoire nationale.

Jusqu'à présent, le point de contact entre l'histoire de la guerre civile et celle des autres pays était exclusivement l'histoire diplomatique ou celle des aspects « extérieurs » de la guerre. Celle-ci a mis en son centre la question des raisons de la défaite, des interventions et de la non-intervention et a fini par répondre à la question. Les études sont abondantes et de très grande qualité, que ce soit sur la non-intervention elle-même, sur les pays -URSS, Allemagne, Italie, France, Angleterre, États-Unis, Argentine, Portugal- ou sur des questions particulières

²⁰ Dans la première édition du livre *Víctimas...*, les résultats chiffrés étaient les suivants : à peu près 75'000 victimes de la répression républicaine contre 150 000 de la répression franquiste, celle-ci incluant l'immédiat après-guerre.

²¹ Quelques références indispensables : Julián Casanova, Francisco Espinosa & Conxita Mir, *Morir, matar, sobrevivir. La violencia en la dictadura de Franco*, Barcelona, Crítica, 2002; Conxita Mir, *Vivir es sobrevivir. Justicia, orden y marginación en la Cataluña rural de posguerra*, Lérida, Milenio, 2000 ; Carme Molinero, Marguerida Sala & Jaume Sobrequés (eds.), *Una inmensa prisión. Los campos de concentración y las prisiones durante la Guerra Civil y el franquismo*, Barcelona, Crítica, 2003 ; Ricard Vinyes, Montse Armengou & Ricardo Belis, *Los niños perdidos del franquismo*, Barcelone, Plaza & Janés, 2002 ; Ricardo Vinyes, Ricard, *Irredentas. Las presas políticas y sus hijos en las cárceles franquistas*, Madrid, Temas de Hoy, 2002.

²² On consultera par exemple : Secundino Serrano, *Maquis. Historia de la guerrilla antifranquista*, Madrid, Temas de Hoy, 2001 ; Mercedes Yusta, *Guerrilla y resistencia campesina: la resistencia armada contra el franquismo en Aragón (1939-1952)*, Zaragoza, PUZ, 2003.

comme les Brigades Internationales ou la question des armes²³. Ces travaux ont permis d'établir avec certitude que, contrairement à ce que prétendait la mythologie franquiste, les deux camps n'avaient pas reçu la même quantité d'armes de leurs alliés respectifs et que c'était là la raison principale de la défaite républicaine²⁴. Les conséquences sur les directions de recherche à venir ne sont pas négligeables car une bonne partie des travaux sur les divisions de la politique républicaine en guerre sont liés à l'hypothèse selon laquelle elles auraient été responsables de la défaite, hypothèse largement favorisée par la propagande franquiste tant l'opposition d'un camp « national » unitaire à un camp « rouge » déchiré par les égoïsmes partisans était pratique.

L'histoire des aspects « extérieurs » de la guerre civile est importante pour d'autres raisons, et la dichotomie extérieur/intérieur que véhicule cette expression correspond à une certaine réalité, à une réalité plurielle de l'événement : les autres pays européens et le monde dans son entier furent informés de ce qui se passait en Espagne par les services de propagande des deux camps, à l'occasion d'un conflit où la diffusion de l'information et son contrôle représentaient un enjeu de premier ordre²⁵. Aux représentations traditionnelles sur l'Espagne et ses habitants, s'ajoutèrent les caricatures que les uns et les autres faisaient de leurs ennemis, et les articles et reportages envoyés par les journalistes ne permettaient pas toujours de sortir des images d'Épinal. La « guerre d'Espagne » fut en outre, dans chaque pays, un enjeu de politique intérieure autour duquel luttèrent les différents courants nationaux, en association ou non avec les propagandes espagnoles. Il est à noter que parmi les historiens étrangers qui se sont intéressés à ce conflit, une grande majorité l'a abordé sous cet angle. Il y eut donc plusieurs « guerres d'Espagne » en plus de la guerre sur le sol espagnol, avec un jeu de miroirs permanent entre les images produites en Espagne, à l'étranger, et renvoyées d'un lieu à l'autre²⁶.

L'histoire des aspects internationaux du conflit a peu abordé ces questions et a considéré un « objet guerre d'Espagne » homogène, sans prêter attention à tous

²³ Quelques références, dans l'ordre, et sans aucune prétention d'exhaustivité : Jean-François Berdah, *La République assassinée. La République espagnole et les grandes puissances (1931-1939)*, Paris, Berg, 2000 ; Daniel Kowalsky, *La Unión Soviética y la guerra civil española. Una revisión crítica*, Barcelone, Crítica, 2003 ; Angel Viñas, *Franco, Hitler y el Estallido de la guerra civil. Antecedentes y consecuencias*, Madrid, Alianza, 2001 ; Morten Heiberg, *Emperadores del Mediterráneo. Franco, Mussolini y la guerra civil española*, Barcelona, Crítica, 2003 ; Enrique Moradiellos, *El reñidero de Europa. Las dimensiones internacionales de la guerra civil española*, Madrid, Península, 2001 ; Mónica Quijada, *Aires de República, aires de cruzada : la guerra civil española en Argentina*, Barcelona, Sendai, 1991 ; Alberto Pena Rodríguez, *El gran aliado de Franco. Portugal y la guerra civil española : prensa, radio, cine y propaganda*, A Coruña, Edicions do Castro, 1998 ; Rey García, *Stars for Spain. La Guerra civil española en los Estados Unidos*, A Coruña, Edicions do Castro, 1997 ; Rémi Skoutelsky, *L'espoir guidait leurs pas. Les volontaires français dans les Brigades Internationales*, Paris, Grasset, 1997 ; Gerald Howson, *Armas para España*, Barcelone, Península, 2000.

²⁴ La meilleur synthèse pour cette question est celle d'Helen Graham : *The Spanish Republic at War (1936-1939)*, Cambridge, Cambridge University Press, 2002.

²⁵ Cf. sur cet aspect la thèse de Hugo García sur les propagandes des deux camps en direction du Royaume Uni, à paraître en Espagne aux éditions Siglo XXI.

²⁶ Voir à ce sujet les excellents articles d'Enric Ucelay Da Cal, « Ideas preconcebidas y estereotipos en las interpretaciones de la guerra civil española : el dorso de la solidaridad », *Historia Social*, n°6, 1990, pp. 23-43, et « La imagen internacional de España en el período de entreguerras : reminiscencias, estereotipos, dramatización neorromántica y sus consecuencias historiográficas. », *Spagna Contemporanea*, 1999, n°15, pp. 23-52.

ces jeux de miroir et à l'utilisation des topiques par les uns et par les autres. Elle s'est en quelque sorte arrêtée sur le même seuil que l'histoire des aspects « intérieurs », le seuil des identités constituées et par la suite naturalisées. En effet, la prolongation des combats en luttes de propagandes et de celles-ci en polémiques historiques a naturalisé les identités politiques construites au cours de la guerre. Les catégories « franquistes », « républicains », « socialistes », « communistes », « anarchistes », etc., ont acquis un statut d'évidences qui n'a pas été remis en cause tant que les axes de recherche ont suivi les questions imposées par les politiques de mémoire successives, questions qui portaient elles-mêmes de ces catégories. Il en va de même avec les bornes chronologiques ou avec l'expression « guerre civile », qui apparaît comme une évidence. Or, d'une part, on a vu que ces bornes n'étaient pas immuables et beaucoup d'historiens commencent à affirmer que la guerre civile ne se termine pas en 1939. D'autre part, l'on sait que nommer le conflit a été un enjeu dès les premières semaines : les services de propagande des deux camps, dans leur effort pour faire porter à l'adversaire la responsabilité de la tragédie, ont présenté une histoire de l'avant guerre dans laquelle eux-mêmes et l'adversaire existaient « en puissance » comme deux essences prêtes à en découdre.

La mise en cause des catégories principales du discours historique traditionnel est d'abord venue d'une prise de distance avec l'idée selon laquelle les Espagnols des deux camps étaient également mobilisés, avec le même degré de conviction idéologique, ce que les diverses propagandes tentaient de faire croire. Il faut ajouter que l'opposition des « deux Espagnes » est à présent considérée sous son aspect rhétorique et a même fait l'objet d'une analyse sur le long terme²⁷, alors que que la multiplication des témoignages, liés en partie à l'histoire locale, a montré un décalage entre les souvenirs de nombreux Espagnols et les discours partisans. Cela a conduit certains historiens à imaginer une « troisième Espagne », également éloignée des deux « extrêmes » du fascisme et de la révolution, et qui aurait été la première victime de l'exacerbation des passions politiques en 1936²⁸. Cette Espagne ainsi sacrifiée par les deux autres apparaît même comme préfiguration morale de celle d'aujourd'hui, attachée à la *convivencia pacífica* et au débat démocratique.

Cette interprétation, même si elle représente un effort de mise en cause louable des catégories héritées (et imposées) du débat sur la guerre, reste dans le cadre d'une histoire qui considère la guerre civile comme une évidence -commençant le 18 juillet 1936 se terminant le 1^{er} avril 1939-, comme une tragédie fratricide dont elle cherche à désigner des coupables. Mais, à l'heure d'une prétendue « fin des idéologies », la volonté de dépasser les clivages traditionnels et de plonger dans la complexité des raisons des uns et des autres quand elle se conjugue avec la distance vis à vis des « passions politiques » des années trente débouche volontiers sur une opposition entre d'un côté « les militants » ou ceux qui étaient prêts à « sacrifier la vie de leurs compatriotes » et de l'autre les individus pétris de doutes ou soucieux avant tout de leurs « intérêts individuels », qui sont finalement des

²⁷ Santos Julia, *Historia de las dos Españas*, Madrid, Taurus, 2005.

²⁸ Cf. Paul Preston (*Las tres Españas del 36*, Madrid, Plaza y Janés, 1998, 472 pp) et Enrique Moradiellos (*1936. Los mitos de la guerra civil*, Barcelona, Península, 2004).

gens « comme vous et moi »²⁹. Cette interprétation est finalement compatible avec la renonciation à comprendre les raisons des auteurs de ce qui continue à être une « folie collective ». Elle sert les politiques de mémoire d'une gauche espagnole qui cherche aujourd'hui à capter la légitimité d'une II^{nde} République réformatrice et modérée.

Deux ouvrages parus en 2006 vont beaucoup plus loin dans la remise en cause de l'historiographie traditionnelle de la guerre civile : l'un, *En el nombre del Pueblo* de Rafael Cruz³⁰, en prêchant d'exemple ; l'autre, *La guerra que nos han contado. 1936 y nosotros*, de Pablo Sánchez León et Jesús Izquierdo Martín, sur le mode d'une critique historiographique reposant sur une analyse épistémologique très poussée³¹. Les deux mettent en cause directement l'évidence de l'objet « guerre civile » -choisissant de ne pas reprendre cette dénomination quasiment officielle du conflit-, et observent la même attitude vis à vis de toutes les catégories héritées de l'histoire de cette guerre. Rafael Cruz montre à quel point la guerre a été le théâtre d'une reconfiguration d'identités collectives, lesquelles se sont déployées en discours et rituels pour finalement produire les images à partir desquelles nous avons pris l'habitude de penser le conflit. Utilisant une méthodologie empruntée aux sciences sociales et en particulier à la sociologie historique, il nous fait entrer, par l'analyse des mobilisations collectives, dans une guerre où les identités collectives sont des enjeux majeurs et où les symboles et autres identifiants sont autant de ressources utilisées par les acteurs et les institutions.

Pablo Sánchez León et Jesús Izquierdo Martín, s'ils reprennent et souscrivent à l'essentiel de l'analyse de Rafael Cruz, insistent quant à eux sur les mots employés par les acteurs de l'époque, mots qui sont la seule et unique manière pour nous d'appréhender le conflit. Ils soulignent la fonction de ces mots dans la construction sociale de la réalité, dans la constitution des identités collectives et dans l'appréhension et la définition par les individus de leurs intérêts. Ils soulignent les limites nécessaires de la connaissance historique, elle-même basée sur les mots, et critiquent la tendance permanente des historiens de la guerre civile à la naturalisation des réalités passées. Cette tendance à la réification des catégories s'appuie sur une conception du langage comme transparent, et des mots comme simples véhicules à travers lesquels la réalité se révèle à notre conscience. Enfin, ils dénoncent l'usage qui est fait aujourd'hui en Espagne, dans les polémiques sur l'histoire de la guerre, du mot « mythe », pris comme synonyme de « récit mensonger » et auquel on oppose un régime de vérité absolue. Celle-ci naîtrait de la « connaissance objective » élaborée par des historiens professionnels, que leur rigueur dans l'utilisation des sources prémunirait contre toute mythification. Ils rappellent à quel point le mythe est un discours fondateur d'identité et à quel point le récit des historiens, quand il naturalise les concepts que « notre société » utilise au présent, en lui donnant à un passé, participe à l'affirmation de « notre identité »

²⁹ Nous faisons référence ici à l'anthropologie très simple de Michael Seidman dans son livre *A ras de suelo. Historia social de la república durante la guerra civil* (Madrid, Alianza, 2002) où il distingue deux types d'individus, les militants, qu'il définit comme des personnes capables de sacrifier leur vie pour la cause, et les gens normaux, qui cherchent avant tout à satisfaire leurs intérêts égoïstes.

³⁰ Rafael Cruz, *En el nombre...*, *op. cit.*

³¹ Pablo Sánchez León & Jesús Izquierdo, *La guerra...*, *op. cit.*

de la même manière que la projection des siècles en arrière de l'histoire d'un peuple renforce l'identité de la nation correspondante³².

Il est à espérer que l'un et l'autre ouvrages jettent les bases d'une nouvelle façon de faire l'histoire de la guerre civile, même si pour l'instant, ils sont relativement isolés et n'ont pas encore suscité le débat qu'ils méritent³³. Le livre de Rafael Cruz ouvre grande la porte d'une histoire qui jusqu'à présent a été confinée dans un cadre national, non seulement en exposant, dans un premier chapitre, les outils théoriques et conceptuels qui fondent son analyse, mais aussi en prenant systématiquement le parti du comparatisme, à chaque étape de sa démonstration : « *La comparaison avec les expériences politiques de différents pays peut être très utile, car beaucoup de raisonnements dans les différentes disciplines des sciences sociales paraissent très convaincants quand les expériences sont examinées isolément, mais perdent une grande partie de leur force quand on les confronte à un contexte plus large à travers la comparaison* »³⁴.

Les deux auteurs du second livre, en affirmant que l'historiographie consacrée de la guerre civile est incapable de répondre aux provocations du négationniste Pío Moa et de ses acolytes parce qu'elle partage avec lui une conception commune de la preuve en histoire qui minore l'importance de l'interprétation, ont fait preuve de beaucoup de courage. Leur exigence d'une histoire réflexive, leur insistance sur la nécessité d'historiciser la mémoire, la vérité et l'histoire elle-même en faisant systématiquement l'archéologie des mots employés par les acteurs de l'époque considérée et en envisageant vraiment le passé comme une terre étrangère dont nous devons apprendre le langage, est inséparable de leur réflexion sur les usages de l'histoire dans une société démocratique. La radicalité de leur critique de l'historiographie existante et la grande ambition à laquelle ils aspirent pour ne devrait pas être un prétexte pour ne pas ouvrir largement le débat. Il nous semble clair qu'après leur livre, on ne peut plus écrire ni enseigner l'histoire de la guerre civile de la même façon.

³² Comme le montre de façon magnifique Patrick J. Geary dans *Quand les nations refont l'histoire. L'invention des origines médiévales de l'Europe*, Paris, Champs-Flammarion, 2004.

³³ Cet isolement n'est pas total : le livre récent de Xosé Manuel Nuñez Seixas *iFuera el invasor! Nacionalismos y movilización bélica durante la guerra civil española* (Madrid, Marcial Pons, 2006) met au centre de sa réflexion la manipulation des identités par les propagandes à des fins de mobilisation. Sa façon de montrer que le nationalisme était la chose la mieux partagée de la guerre, si elle n'est pas toujours convaincante, rompt nettement avec l'opposition traditionnelle des rhétoriques guerrières.

³⁴ « *La comparación con las experiencias políticas de diferentes países puede ser muy útil, porque muchos de los planteamientos en las diferentes disciplinas sociales parecen muy convincentes cuando las experiencias se examinan en solitario, pero pierden mucha fuerza cuando se enfrentan a un contexto más amplio mediante la comparación.* » p. 23